

Dix mille femmes défilent à Alger

Alger, le 20 mars.

EN rangs serrés, pressées les unes contre les autres, beaucoup portant des enfants au bras ou accrochés à leur voile, d'un pas rapide, décidées, jeunes et vieilles, intellectuelles et analphabètes, 10.000 femmes algériennes, 10.000 femmes d'Alger — oui, 10.000 — étaient venues ce 8 mars 1965, pour, en défilant de Belcourt à Bab-el-Oued, de la Maison du Peuple au Majestic, affirmer leur solidarité avec les femmes du monde entier et aussi — et surtout — pour manifester, calmement mais fermement, leur volonté d'obtenir une reconnaissance effective de leurs droits de femmes et de citoyennes. Des hommes ont ricané sur leur passage ; comme ont pu ricaner jadis les « pieds noirs » aujourd'hui vaincus. Mais elles étaient 10.000 et, à Oran, à Tlemcen, à Ighil Izane, à Blida, à Annaba, à Constantine, au même moment, en d'imposants meetings, d'autres femmes manifestaient pour la même cause. Visiblement, les autorités n'avaient pas prévu une telle affluence. Le service d'ordre, vite débordé, ferma les grilles du Majestic ; elles cédèrent et la vaste salle fut envahie en un clin d'œil. Plusieurs milliers de femmes restèrent dehors. Les pancartes, haut brandies, proclamaient la fraternité internationale des femmes dans la lutte contre l'impérialisme, contre le racisme et pour la paix. On y lisait aussi : « pour l'application de la Charte d'Alger », « application effective des droits de la femme », « socialisme = émancipation de la femme », « la femme doit être dans le Parti ». Et si, dans le défilé, on criait « Tchombé assassin », « Salazar assassin » et « Liberté pour l'Afrique », on criait également — et bien fort — « Liberté pour la femme, égalité ».

Pourquoi c'est important

10.000 femmes qui manifestent, 10.000 femmes qui défilent dans la rue, ce n'est

pas courant, même à Paris. Mais quand cela se passe à Alger, c'est un événement historique qu'il n'est nullement exagéré de comparer aux manifestations de décembre 1960. Sans doute, en ce 8 mars 1965, n'y eut-il pas de morts, ni même de violences. Mais, dans les deux cas, il s'agissait d'une démonstration de force pour la dignité, la liberté, l'indépendance d'une communauté jusque-là humiliée et bafouée. Dans les deux cas, l'ampleur de la manifestation a surpris.

Si la Charte d'Alger proclame que « l'égalité de la femme et de l'homme doit s'inscrire dans les faits », si elle dit que « la femme algérienne doit pouvoir participer effectivement à l'action politique et à la construction du socialisme, en militant dans les rangs du Parti et des organisations nationales et en y assumant des responsabilités » on est encore très loin d'une telle situation. C'est précisément dans le fait de montrer les femmes beaucoup plus résolues — beaucoup plus rombreuses aussi — à mener le combat contre cette sorte de colonialisme dont elles sont les victimes de la part des hommes que réside le résultat le plus positif de la journée du 8 mars.

En effet, l'homme algérien, dans son écrasante majorité, père, frère ou mari, se comporte à l'égard de l'Algérienne en véritable tyranneau.

Nombreux, très nombreux sont encore ceux qui empêchent leur femme de sortir et qui expliquent le plus sérieusement du monde qu'ils tueraient leur fille ou leur sœur s'il se révélait qu'elle n'arrive pas vierge au mariage. Il paraît qu'il y a là une question d'honneur. Une jeune fille de 21 ans, militante pendant la guerre et dont « Alger Républicain » du 2 mars 1965 a publié la lettre, signale cette réplique de son frère devant sa protestation en apprenant qu'on voulait la marier de force : « j'ai donné ma parole ; que tu le veuilles ou non tu l'épouseras ».

Une attitude colonialiste

Dans son livre « La Femme Algérienne » (paru chez Maspero), livre non sans défauts mais en tout cas courageux, bien documenté et très utile, Fadela M'Rabet (alias Fadela Maschino, journaliste à la R.T.A.) met bien en lumière le mépris dans lequel l'homme algérien tient en général les femmes, qu'il ravale au rang de choses ou, au mieux, considère comme de gentils animaux qu'on flatte et cajole mais qui « doivent rester à leur place ». — « Les jeunes filles ne viennent pas à nos projections... parce qu'elles vaquent à leurs occupations NATURELLES », expliquait un responsable J.F.L.N. de Belcourt que Fadela M'Rabet cite dans son livre.

Si vous vous étonnez de l'attitude générale sévère adoptée ici à l'égard des femmes, vous finissez presque toujours par vous entendre dire que celles-ci ne sont pas « éduquées », qu'elles sont trop « naïves », qu'elles « abuseraient de la liberté », qu'elles ne sont pas « mûres ». Si vous répliquez que c'était précisément le genre d'arguments qu'employaient les colonialistes envers les Algériens pris indistinctement, on vous répond que « ce n'est pas la même chose » mais, bien entendu, sans vous expliquer pourquoi.

Quand on lit le courrier des lecteurs d'« Alger Républicain », on y trouve la longue plainte des filles qu'on a laissé aller en classe jusqu'à 14, 15 ou 16 ans « parce qu'il faut être moderne » et à qui les parents ou le frère signifient un jour que, désormais, elles n'iront plus à l'école et ne sortiront plus que voilées et dûment chaperonnées. C'est là généralement la dernière étape avant le mariage forcé. A Ghardaïa — en 1964 — un cadet trouva normal de marier des gamines de 13 ans. On l'a révoqué parce que c'est contraire à la loi (légalement on ne peut marier une fille qui n'a pas 16 ans). Mais à qui fera-

t-on croire que ces fillettes étaient d'accord ? De nos jours encore le mariage algérien est pratiquement toujours une vente qui, le plus souvent, se double d'un viol légal. Un moyen d'éviter l'obligation de verser la dot consiste à violer la fille d'abord. On l'épouse ensuite pour « réparer ». Ce n'est pas un procédé facile. Mais on m'a pourtant assuré que cela se fait, dans l'intérieur. En 1964, dans la seule ville d'Alger, révèle « Alger Républicain » du 13 février 1965 (citant l'émission « La parole est aux Jeunes ») il y a eu 175 tentatives de suicide pour mariage forcé.

L'action c'est d'abord l'information

Est-ce la parution du livre de Fadela M'Rabet — qui remonte à décembre dernier — ou la nouvelle orientation de la direction (également nouvelle) de l'U.N.F.A. (Union Nationale des Femmes Algériennes) qui s'efforce à un travail concret à la base et, parallèlement, étend ses liaisons internationales ? Toujours est-il que ces drames, naguère ignorés du public, lui sont, maintenant, en quelque sorte, jetés à la face par la presse.

Le 2 février, dans leur émission « La parole est aux Jeunes », Tarik et Fadela Maschino font raconter par Nadia, 18 ans, la triste histoire, son histoire, d'une fille qui, après avoir refusé 5 maris, se voit maintenant le dos au mur, sans autre choix que d'accepter le sixième qu'on lui propose ou de s'ouvrir les veines. Tarik et Fadela lui offrent la chance inespérée d'une tribune, pour, en faisant appel au public, tenter d'éluider ce cruel dilemme.

Le 4 février, « Alger Républicain » reprend l'affaire dans son éditorial précédé du titre-choc : « Laisserons-nous Nadia se suicider ? » et dont les derniers mots sont : « Nadia attend de nous tous que nous la sauvions. » Le lendemain des militants de la J.F.L.N. contactent les parents et — la peur du scandale y aidant sans doute beaucoup (1) — ceux-ci renoncent à leur projet. « Alger Républicain » ne manque pas de rendre compte de cette victoire, dans un nouvel éditorial (le 13 février) où il souligne qu'il serait plus facile de lutter contre les mariages forcés si l'Assemblée Nationale les mettait explicitement hors-la-loi. Doublant cet éditio, un long

(1) Les collègues de Nadia ont publiquement proclamé leur solidarité avec elle et dénoncé l'attitude de sa famille.

Bilan désastreux dans l'agriculture soviétique

même comme à la réalité de la vie — avaient été imposées à la direction agricole », déclara Brejnev dans son exposé.

Mesures administratives, investissements insuffisants, soutien officiel à des théories et dogmes dépourvus de base scientifique — c'est un réquisitoire que Khrouchtchev avait jadis en partie dressé contre Staline (après la mort de celui-ci) et que les successeurs de Khrouchtchev dressent à présent contre lui.

Rappelons que, quoi qu'en dise la propagande soviétique officielle, l'agriculture soviétique est la partie de loin la plus arriérée de l'économie du pays. On peut trouver une description très valable de la situation dans le livre paru l'an dernier, « Sovkhoz, kolkhoz ou le problème du communisme », de René Dumont :

« L'agriculture soviétique reste en grande partie sous-développée. » (p. 179). « Depuis 1930, aucun des plans agricoles soviétiques n'a été atteint. Depuis 1958, le progrès est redevenu très lent. Trop ambitieux, les plans agricoles « 1970 » et « 1980 » ne seront sûrement pas atteints, sauf réforme de structure extrêmement profonde, et irréalisables dans l'ambiance actuelle. » (p. 262).

L'agriculture soviétique a été pendant longtemps la principale source de l'accumulation dans l'économie soviétique. Dans le livre de Dumont, le fait est ainsi mentionné : « Jusqu'en 1953 l'agriculture avait payé bien plus d'impôts à l'Etat qu'elle n'en a reçu d'investissements : les deux chiffres peuvent-ils désormais être mis en balance ? » (p. 53), et Dumont se garde de répondre affirmativement à cette question.

Il n'est pas possible de se prononcer définitivement sur les mesures proposées dans le rapport de Brejnev avant que ce rapport soit connu intégralement. Cependant, il faut relever qu'on y promet d'investir au cours des cinq prochaines années une somme de 71 milliards de roubles

(l'équivalent de ce qui a été investi dans les dix-neuf dernières années), qu'on y promet aussi de demander aux paysans des livraisons obligatoires moindres (le chiffre serait réduit pour 1965 de 65.500.000 tonnes à 55.700.000 tonnes, et resterait constant jusqu'à 1970) et que les revenus des paysans n'en seraient pas diminués du fait d'un relèvement des prix agricoles.

Le rapport Brejnev, après avoir annoncé les augmentations, contient une affirmation bien imprudente : « Des augmentations sensibles des prix d'achat par rapport aux tarifs actuels interviendront, mais n'auront pas de répercussion sur le prix du pain, des produits panifiables et de la viande et de ses dérivés. »

Affirmation imprudente, car on sait que Khrouchtchev avait lui aussi procédé en 1962 à un relèvement des prix de la viande et des produits laitiers, et les prix soviétiques avaient connu une hausse — ce qui avait d'ailleurs été une cause d'un certain mécontentement ouvrier, qui avait même été exprimé sous forme de grèves (dans l'usine Zis, de Moscou, et dans le bassin houiller du Donetz) dans les mois qui précédèrent la chute de Khrouchtchev.

Comment éviter les répercussions des hausses des prix d'achat des produits agricoles sur les prix à la consommation, Brejnev ne le dit pas. On ne sait pas, pour le moment du moins, sur quels secteurs de l'économie soviétique seront prélevés les investissements accrus pour l'agriculture : la consommation des masses, l'industrie lourde, les crédits pour la déferse ?

Nous abordons là le problème de la politique générale et des relations du pouvoir avec la société soviétique. Les commentateurs de presse ont souligné que cette même session du C.C. a vu l'élimination du poste de secrétaire du C.C. de « l'idéologue » Ilytchev et son remplacement par un « technicien » Oustinov, et qu'en général les « techniciens » remplacent les « idéologues ». Les choses sont mal formulées. En URSS, depuis qu'a été instauré

le pouvoir bureaucratique par Staline, c'est-à-dire un pouvoir oligarchique des hauts dirigeants qui fixent la politique, il n'y a plus que des « techniciens » : techniciens de l'idéologie, techniciens de la production, etc., qui doivent servir ce pouvoir. Le système bureaucratique a eu pour conséquence que les plus médiocres des « techniciens » se trouvent dans le domaine de l'« idéologie », où il fallait triturer et déformer le marxisme, tandis que les compétences se dirigeaient vers les domaines de la production, où il fallait obtenir des résultats positifs et des progrès. L'idéologie, au point où elle en est arrivée, ne remplit même plus les services qu'elle rendit à la bureaucratie dans le passé. Le développement de la société soviétique pour donner des objectifs communs à celle-ci, exige autre chose que les textes insignifiants produits par les services « idéologiques » du P.C.U.S.

Les techniciens de la production peuvent prendre la place de techniciens de l'idéologie. Mais c'est une politique qu'il faut définir. Et les techniciens de la production ne peuvent pas définir à présent autre chose qu'une politique bureaucratique qui ne peut donner, comme avec Khrouchtchev, que des résultats momentanés et sans lendemain, car la société soviétique est toujours privée de l'élément fondamental désormais indispensable pour assurer un élan irrésistible à l'économie soviétique dans tous les domaines, économiques et politiques, du lieu de production jusqu'aux sommets de l'Etat, à savoir la démocratie soviétique.

28 mars 1965.

A PROPOS DE L'ARTICLE : « L'AGE D'OR DU CAPITALISME EST REVOLU »

L'article du camarade Germain (« L'âge d'or du capitalisme est révolu ») paru dans le n° 31 (mars 1965) de « l'Internationale » a été traduit de l'anglais. La traduction comportait quelques erreurs dont une grave. Au lieu de : « LES principales entreprises de la majorité des pays européens sont déjà tombées entre les mains des monopoles américains », le texte original disait « DES entreprises d'importance vitale sont déjà tombées entre les mains des monopoles américains dans la majorité des pays européens ».

l'internationale • avril 1965